

SOMMAIRE

2. PUBLICATIONS DU MOIS

SOCIÉTÉ

- ▶ Le rapport 2015 sur les objectifs du Millénaire pour le développement
- ▶ Les indicateurs de l'intégration des immigrés 2015 : Trouver ses marques

SCIENCES & TECHNIQUES

- ▶ Perspectives de l'économie numérique 2015 de l'OCDE

ECONOMIE

- ▶ Saisir l'opportunité mondiale : des partenariats pour une meilleure croissance et un meilleur climat

ENVIRONNEMENT

- ▶ Climate change: A risk assessment

POLITIQUE

- ▶ Re-mapping the Sahel: transnational security challenges and international responses

1. FOCUS DU MOIS

Ce rapport, publié par The Economist Intelligence Unit (EIU), présente les tendances macroéconomiques mondiales à l'horizon 2050.



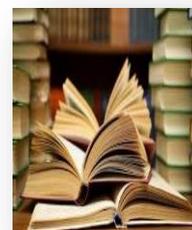
3. CONCEPT EMERGENT

Le concept émergent abordé dans ce numéro porte sur la croissance inclusive.



4. BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette rubrique présente une sélection d'ouvrages ayant trait aux relations internationales et aux questions globales, publiés en juillet et août 2015 ainsi que ceux à paraître dans les mois à venir.



◆◆◆ 1- FOCUS DU MOIS

Les tendances macroéconomiques mondiales à l'horizon 2050

Tags : Economie | 2050 | 2026 | Chine | Etats-Unis | Inde | PIB | Puissances économiques

Ce rapport, publié par The Economist Intelligence Unit, dresse un état des tendances macroéconomiques qui caractériseraient le monde l'horizon 2050.

En 2026, le PIB de la Chine devrait devancer celui des Etats-Unis, ainsi la Chine serait la première puissance économique mondiale en 2050. La percée de l'Inde lui permettrait de se positionner au troisième rang des puissances économiques mondiales, avec une croissance réelle moyenne de près de 5% jusqu'en 2050. De plus, l'Indonésie et le Mexique devraient se hisser dans le classement des dix plus grandes économies au niveau mondial.

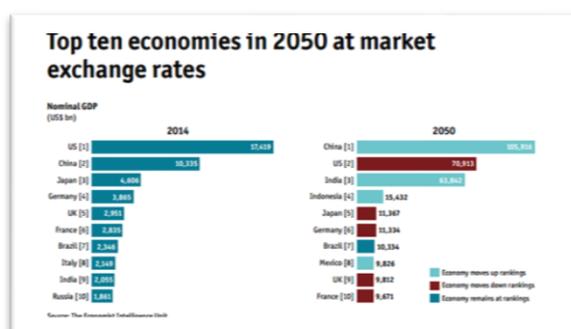
L'étude précise que les économies occidentales maintiendraient leur pouvoir d'influence. A l'exception de l'Italie, les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France figureraient dans le top 10 des puissances mondiales.

L'étude souligne que la Chine et l'Inde seraient marquées par un taux soutenu de croissance économique que les cinq pays qui les suivent dont l'Indonésie, l'Allemagne, le Japon, le Brésil et le Royaume-Uni, ce qui constitue selon l'étude un écart significatif de richesses par rapport aux autres dix premiers pays réunis. La puissance

économique de La Chine et de l'Inde renforceraient leur rôle en matière de contribution à la résolution des défis mondiaux, notamment le changement climatique, la sécurité internationale et la gouvernance mondiale.

La majorité des pays d'Europe et d'Asie de l'Est seraient marqués par une diminution significative de leur population active, ce qui entraverait leur croissance. En Europe, la Grèce, le Portugal et l'Allemagne vont voir leur force de travail disponible diminuer de plus d'un cinquième. Le pouvoir d'achat du consommateur chinois par rapport à celui du consommateur américain passerait de 14% en 2014 à un peu moins de 50% en 2050.

Source : EIU, 2015



Source: The Economist Intelligence Unit (EIU), 2015

<http://www.aeidl.eu/images/stories/pdf/2050trends.pdf>

◆◆◆◆◆ 2- PUBLICATIONS DU MOIS

◆◆◆ SOCIÉTÉ

► Le rapport 2015 sur les objectifs du Millénaire pour le développement

Tags : OMD | ONU | 2015 | Pauvreté | Mortalité infantile | Education | Egalité | Enseignement primaire | Développement humain | Conflits | Femmes | Santé maternelle

Ce rapport présente une évaluation des réalisations en matière des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), adoptés en 2000 et arrivant à échéance cette année. Les OMD portent principalement sur l'élimination de l'extrême pauvreté, la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de l'accès à l'éducation et la lutte contre des épidémies telles que le sida. Les principes du respect de « la dignité de la personne humaine », l'égalité des sexes, l'équité et l'élimination de l'extrême pauvreté sous tous ses aspects et formes constituent les principaux engagements des Etats pour ce projet.

Les efforts concertés à l'échelle mondiale, régionale, nationale et locale ont contribué, de façon spectaculaire, à améliorer les conditions de vie des millions de personnes à travers le monde et ce, grâce, notamment, à des actions ciblées, des stratégies corrélées avec le degré de vulnérabilité, des ressources adéquates et surtout une volonté politique forte.

Le rapport souligne que des progrès importants ont été accomplis en matière d'éradication de l'extrême pauvreté et la faim, premier des huit

OMD et qui a permis la réduction de 50% le taux de la population extrêmement pauvre entre 1990 et 2015, avoisinant 1,9 milliard en 1990 contre, seulement, 836 millions en 2015. En plus, le taux de scolarisation des enfants dans l'enseignement primaire a connu des résultats positifs à l'échelle mondiale, notamment en Afrique subsaharienne qui a atteint 80% en 2015 contre 52% en 1990.

La cible consistant à promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes a également connu des avancées significatives. A titre d'illustration, la représentation parlementaire des femmes a atteint 70% dans plus de 170 pays. S'agissant de la mortalité infantile, le rapport souligne que le taux de décès d'enfants, âgés de moins de cinq ans est passé de 12,7 millions en 1990 à environ 6 millions en 2015. Des efforts sans précédent ont été fournis dans le cadre de la santé maternelle, l'accès à l'eau et dans la lutte contre les maladies à transmission vectorielle, le sida et d'autres maladies émergentes.

Le rapport note que la dégradation de l'environnement et les impacts du changement climatique compromettent considérablement les progrès déjà accomplis et ce sont les pauvres et les personnes les plus vulnérables qui en subissent le plus. Les conflits demeurent la principale menace, entravant le processus de développement humain et l'obstacle le plus majeur à l'accomplissement des OMD.

Source: ONU, 2015

http://www.un.org/fr/millenniumgoals/reports/2015/pdf/rapport_2015.pdf

► Les indicateurs de l'intégration des immigrés 2015 : Trouver ses marques

Tags : OCDE | UE | Intégration | Immigration | Emploi | Education | Engagement civique | Cohésion sociale |

Ce rapport, réalisé conjointement par l'OCDE et la Commission européenne, est une première comparaison, entre tous les pays de l'UE et de l'OCDE, des résultats de l'intégration des immigrés dans plusieurs domaines notamment sur le marché de travail, l'éducation, l'engagement civique et la cohésion sociale.

Le rapport souligne que la population immigrée a connu un accroissement de plus de 30 % depuis 2000. La zone de l'OCDE a connu en 2012 un nombre croissant d'immigrés, soit 115 millions alors que dans l'UE, le nombre a été estimé à 52 millions, dont 33.5 millions originaires de pays tiers.

Le rapport note que la condition des immigrés, de même que celle des enfants d'immigrés nés dans les pays d'accueil, souffrent d'inégalité par rapport aux ressortissants autochtones. Ils sont beaucoup plus confrontés au chômage, deux fois plus susceptibles de vivre dans des habitations surpeuplées et souvent, victimes de discrimination.

Le rapport relève un écart important en termes des résultats obtenus par les immigrés dans la plupart des domaines. Leurs résultats sont moins favorables dans les pays européens, de par notamment les caractéristiques sociodémographiques moins appropriées des populations des immigrées que les personnes natives des pays de l'UE et de l'OCDE. Par ailleurs, malgré l'obtention de diplômes supérieurs et de meilleurs

résultats par les immigrés, ils font face à des obstacles multiples, en particulier sur le marché de l'emploi (revenus et conditions de travail) que leurs homologues nés dans ces pays. Le rapport souligne, toutefois, que la qualification des immigrés pourrait constituer une avancée prometteuse pour les résultats futurs de l'intégration. De plus, plusieurs dispositifs, notamment l'allongement de la durée de séjour, ont participé à la diminution des écarts entre population immigrée et population née dans le pays et à leur familiarisation progressive avec le pays d'accueil.

Le renforcement des politiques d'intégration des citoyens venus de pays tiers par les Etats de l'UE et de l'OCDE pourrait être avantageux sur le plan économique et social. Leur intégration est primordiale pour la croissance économique des pays d'accueil et pour leur acceptation au sein des sociétés qui les reçoivent.

Source : OCDE, 2015

http://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/indicators-of-immigrant-integration-2015-settling-in_9789264234024-en

◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► Perspectives de l'économie numérique 2015 de l'OCDE

Tags: Economie numérique | TIC | OCDE | Analytique des données massives | Internet des objets |

Plusieurs pays ont multiplié leurs efforts afin d'optimiser les atouts économiques et sociaux de l'économie numérique. Par ailleurs, ces pays devraient prendre en considération les changements induits par l'économie numérique notamment en termes de protection et de sécurité de la vie privée et de l'emploi.

D'après cette étude, la plupart des pays prônent une stratégie globale du numérique, fondée sur les priorités économiques et sociales au lieu de se focaliser uniquement sur les technologies de l'information et de la communication (NTIC). Cependant, l'étude souligne l'absence de politique claire relative à la protection et la sécurité de la vie privée sur Internet et l'insuffisance des financements de la recherche dans ce secteur par les pays de la zone de l'OCDE.

« La confiance dans l'économie numérique recèle un potentiel économique considérable. Le recours à l'analyse des données et le déploiement de « l'internet des objets » imposent aux pays la gestion de l'impact de ces mutations numériques non seulement sur la sécurité de la vie privée, mais également sur les compétences et l'emploi. L'étude souligne que plusieurs efforts devraient être déployés, notamment en matière des formations axées sur le développement des compétences professionnelles dans le domaine des technologies de l'information et des communications (TIC), afin d'assurer et favoriser la transition vers les nouveaux types

d'emplois relatifs à cette nouvelle ère numérique. »

L'étude recèle plusieurs conclusions, notamment :

- « Seulement 27 pays sur 34 pays étudiés disposent d'une stratégie numérique nationale, adoptée ou révisée en 2013 ou 2014. La majorité des stratégies s'articulent principalement autour du développement de l'infrastructure de télécommunications, la capacité des réseaux haut débit et le débit. La gouvernance de l'internet comme étant une des questions internationales est rarement abordée dans les stratégies ;
- Dans les pays de l'OCDE, la part de l'emploi dans le secteur des TIC représente un pourcentage important, soit 14 millions de personnes employées en 2013, soit près de 3 % des actifs de la zone formée par les 34 pays sondés ;
- Les investissements en capital-risque dans les TIC sont en augmentation continue. Les États-Unis sont marqués par le plus haut niveau depuis la révolution d'internet ;
- La Chine est classée première en termes des exportations brutes mondiales de biens et de services TIC, mais est devancée par les États-Unis en valeur ajoutée, en raison notamment de la présence accrue des services des TIC des États-Unis dans les produits de demande finale. »

Source: OCDE, 2015

<http://www.oecd.org/fr/internet/oecd-digital-economy-outlook-2015-9789264232440-en.htm>

◆◆◆ ECONOMIE

► Saisir l'opportunité mondiale : des partenariats pour une meilleure croissance et un meilleur climat

Tags : Climat | Réchauffement climatique | Accord climatique | 2030 | Intelligence climatique | Efficacité énergétique | Innovation | Coopération |

Selon ce rapport, le fossé des émissions de gaz à effet de serre (GES) pourrait être comblé par une action concertée en faveur du climat et une croissance économique soutenue.

L'année 2015 se présente comme étant une année d'opportunités marquée par l'expansion du commerce et des investissements dans les infrastructures et les domaines des biens, technologies et services « climatiquement intelligents ». Le rapport souligne que le nouvel accord international sur le climat permettrait la transition vers une économie mondiale sobre en carbone et plus résiliente. De plus, le rapport préconise l'inclusion dans l'accord climatique d'un objectif à long terme d'émissions pour se rapprocher davantage de la neutralité climatique dans la seconde moitié du siècle, d'un mécanisme de renforcement des engagements et d'un appui équitable et durable aux pays en développement.

Le rapport a identifié certains domaines d'actions susceptibles de stimuler la croissance économique et de réduire jusqu'à 96% des émissions de gaz à effet de serre indispensables d'ici 2030 pour limiter le réchauffement climatique sous le seuil de 2 ° C. Il s'agit des actions suivantes :

- « Accélérer le développement bas-carbone des villes du monde ;
- Restaurer et protéger les richesses agricoles et forestiers et accroître la productivité agricole ;
- Investir au moins 1 billion de dollars par an dans les énergies propres ;
- Améliorer les standards d'efficacité énergétique au meilleur niveau mondial ;
- Mettre en œuvre une tarification du carbone efficace ;
- S'assurer de l'intelligence climatique des infrastructures ;
- Galvaniser l'innovation bas-carbone ;
- Piloter la croissance bas-carbone par l'action concertée des entreprises et investisseurs ;
- Réduire les émissions mondiales de l'aviation et du secteur maritime ;
- Éliminer graduellement les hydrofluorocarbures (HFC). »

Enfin, le rapport souligne que la coopération entre les gouvernements, les entreprises, les organisations internationales et la société civile pourrait être favorable à la croissance économique grâce notamment aux actions susmentionnées.

Source: Commission mondiale sur l'économie et le climat, 2015
<http://2015.newclimateeconomy.report/>

◆◆◆ ENVIRONNEMENT

► **Climate change: A risk assessment**

Tags: Changement climatique | Risques climatiques | Migrations | Terrorisme | Croissance démographique | Afrique subsaharienne | Moyen-Orient | Afrique | Sécurité

Ce rapport établit une évaluation des risques liés au changement climatique, aux migrations massives et au développement des actes de terrorisme dus principalement au réchauffement climatique, particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique.

L'enjeu climatique a des impacts probables sur les questions de stabilité et de sécurité nationale et internationale. Le rapport précise que les pénuries alimentaires, l'élévation du niveau des mers, la raréfaction des réserves en eau et des terres cultivables induites par le réchauffement climatique risquent d'entraîner une augmentation des déplacements de populations, en particulier dans les pays en développement à faible revenu.

Le rapport souligne que l'accroissement des mouvements migratoires engendrés par les phénomènes météorologiques extrêmes est devenu plus une nécessité qu'un choix pour ces « réfugiés climatiques » exposés davantage à la vulnérabilité. En outre, le rapport note que la dynamique de croissance démographique de l'Afrique subsaharienne, région la plus touchée au monde par l'insécurité alimentaire, pourrait aggraver ces problèmes.

De plus, l'interdépendance entre le réchauffement climatique et les conflits est plus manifeste. Le climat constitue un facteur d'instabilité, susceptible de désorganiser les Etats et

favoriser indirectement les risques de conflits, en particulier dans les régions déjà instables comme le Moyen-Orient et l'Afrique. D'autant plus que le changement climatique favorise une atmosphère propice à l'émergence de groupes terroristes qui impliquent les populations marginalisées,

Enfin, le rapport précise que le changement climatique exerce une pression intense sur plusieurs pays et régions du monde et réduit la capacité d'intervention publique. La gestion des risques climatiques s'avère indispensable pour que les Etats formulent des solutions adaptés aux risques climatiques.

Source: Centre for Science and Policy, 2015

<http://www.csap.cam.ac.uk/./climate-change--a-risk-assessment-v9-spreads.pdf>

◆◆◆ POLITIQUE

► **Re-mapping the Sahel: transnational security challenges and international responses**

Tags: Sahel | Sécurité | Terrorisme | Sécurité alimentaire

Ce rapport, publié par l'Institut d'Etude de Sécurité (IES), met l'accent sur la situation de la sécurité dans la région du Sahel. Il traite essentiellement le terrorisme et de nouvelles formes de criminalité qui existent dans la région, le lien entre les défis sécuritaires et de développement ainsi que les efforts déployés favorisant le renforcement de la coopération à l'échelle régionale dans le Sahel.

De l'autre côté, le rapport souligne la nécessité d'une approche régionale concertée et globale pour améliorer la sécurité et favoriser la résilience et l'intégration économique en Afrique de l'Ouest.

La pertinence d'une telle approche a été confirmée par l'apparition de certaines initiatives telle que les propositions d'une "Stratégie Sahel" élaborées par plusieurs institutions. Chaque proposition implique une compréhension spécifique du Sahel, qui est une manière pour les intervenants de la région à répondre à leurs propres besoins (sécurité alimentaire, lutte contre le terrorisme, commerce, transport, ...).

Le rapport consacre une attention particulière au défi du terrorisme, qui est la principale raison pour laquelle les événements dans le Sahel ont eu un grand intérêt international au cours des dernières années. Ainsi, le rapport donne un aperçu sur les différents acteurs terroristes qui sont actuellement actifs dans le Sahel, en montrant que les liens et affiliations de ces derniers sont en constante évolution. D'autre part, il souligne l'importance de renforcer les capacités de lutte contre le terrorisme des Etats du Sahel, la lutte qui ne peut être gagnée que si les différentes causes profondes du problème sont traitées avec coordination de tous les pays de la région selon une approche de long terme.

En effet, le rapport explore autres formes de criminalités organisées dans les réseaux de la région (trafic d'armes, drogue, ...). Il conclut qu'il existe des liens entre certains groupes terroristes et ces formes de criminalité et par conséquence, il suppose que les deux questions doivent également être traitées en utilisant des approches distinctes.

Le rapport se concentre sur les défis de la pauvreté et de la nourriture dans le Sahel qui ont touché la région depuis longtemps déjà et qui se considèrent comme étant des causes

potentielles poussant plusieurs personnes à se joindre à des groupes terroristes ou des réseaux criminels.

Le rapport examine aussi les réponses de certains acteurs régionaux et internationaux aux défis de la région. Il stipule qu'il y a encore un long chemin à parcourir avant que les Etats du Sahel soient capables de relever les défis de sécurité auxquels ils sont confrontés. Cependant, la résolution de ces défis ne peut se faire que dans le cadre d'une approche globale de développement.

Enfin, le rapport réitère la nécessité d'une coopération entre les Etats du Sahel eux-mêmes, les pays de l'Afrique du Nord et les organisations internationales de la paix afin d'apporter une réponse aux défis de la région.

**Source: Institut d'Etude de Sécurité (IES),
2015**

http://www.iss.europa.eu/uploads/media/Report_19_Sahel.pdf

◆◆◆◆◆ CONCEPTS EMERGENTS

Croissance inclusive

Le concept de croissance inclusive fait partie des concepts promus et diffusés par les organisations internationales à caractère économique et social pour promouvoir des politiques publiques et des stratégies destinées à redresser les insuffisances des régimes de croissance en vigueur.

Il ne s'agit pas d'un concept nouveau chez les économistes du développement qui ont depuis déjà plusieurs décennies avancé l'approche inclusive comme étant une nécessité pour un développement juste et équilibré.

Une telle approche se retrouve chez les économistes de la croissance équitable et ceux ayant travaillé sur les approches orientées « économie sociale et solidaire ».

Néanmoins la nouveauté du concept, remis à l'ordre du jour actuellement, vient du constat que la croissance mesurée par la seule augmentation du PIB ne suffit plus à rendre compte de la qualité de cette croissance sur la réduction de la pauvreté, une meilleure répartition des richesses, la lutte contre le chômage et sur le bien-être des populations (santé, environnement, etc.).



◆◆◆◆◆ BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette bibliographie rassemble une sélection des dernières publications, en rapport avec les questions structurelles ainsi que celles relatives à la diplomatie et aux relations internationales.

<p>STEVENS Raphaël et Servigne Pablo (2015), Comment tout peut s'effondrer</p> 	<p>POPIOLEK Nathalie (2015). Prospective technologique. Un guide axé sur des cas concrets</p> 	<p>Vetu Arthur (2015), Négociations climatiques le dilemme de la chine</p> 
<p>Viviane Du Castel (2015), Les terres rares : entre défis géopolitiques et dépendance géostratégique</p> 	<p>Thierry Charles (2015), Les nouvelles perspectives de la souveraineté</p> 	<p>Boris BEAUDE (2014), Les Fins d'Internet</p> 

Antoine Coppolani, Charles-Philippe David & Jean-François Thomas (2015), La fabrique de la paix



Collectif (2015), À gauche ! Précédé de « Rendez-nous le futur ! »



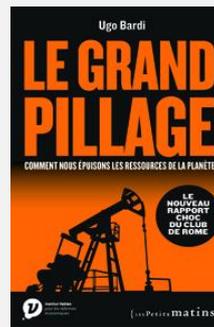
TARRIUS Alain (2015), Le changement climatique dans tous ses états



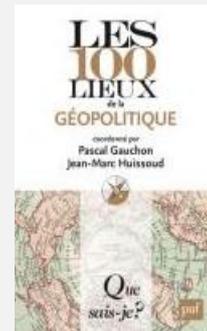
Pierre Bellanger (2014), La souveraineté numérique



Ugo BARDI (2015), Le Grand Pillage. Comment nous épuisons les ressources de la planète



Pascal Gauchon, Jean-Marc Huissoud (2015), Les 100 lieux de la géopolitique



INDEX DES TAGS

2

2015.....	3
2026.....	2
2030.....	6
2050.....	2

A

Accord climatique.....	6
Afrique.....	7
Afrique subsaharienne.....	7
Analytique des données massives.....	5

C

Changement climatique.....	7
Chine.....	2
Climat.....	6
Cohésion sociale.....	4
Conflits.....	3
Coopération.....	6
Croissance démographique.....	7

D

Développement humain.....	3
---------------------------	---

E

Economie.....	2, 5
Education.....	3
Efficacité énergétique.....	6
Egalité.....	3
Emploi.....	4
Engagement civique.....	4
Enseignement primaire.....	3
Etats-Unis.....	2

F

FAO.....	3
Femmes.....	3

I

Immigration.....	4
Inde.....	2

Innovation.....	6
Intégration.....	4
Intelligence climatique.....	6
Internet.....	5
Internet des objets.....	5

M

Migrations.....	7
Mortalité infantile.....	3
Moyen-Orient.....	7

O

OCDE.....	4, 5
OMD.....	3
ONU.....	3

P

Pauvreté.....	3
PIB.....	2
Puissances économiques.....	2

R

Réchauffement climatique.....	6
Risques climatiques.....	7

S

Santé maternelle.....	3
Sécurité.....	7

T

Terrorisme.....	7
TIC.....	5

U

UE ⁴	
-----------------	--